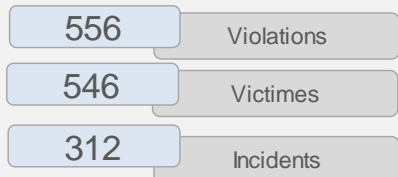


# RAPPORT MENSUEL DEMONITORING DE PROTECTION

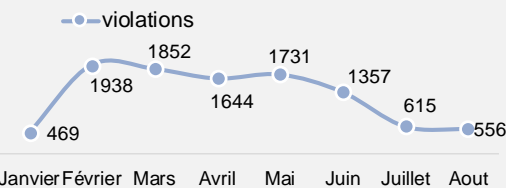
Sud Kivu & Maniema (Kabambare) Aout 2021



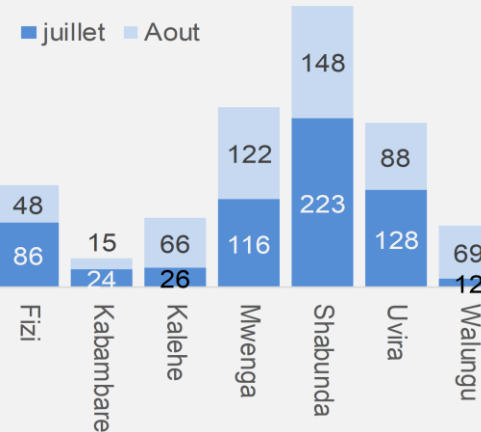
## Chiffres clés



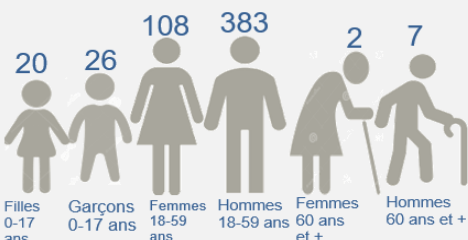
## Tendances mensuelles



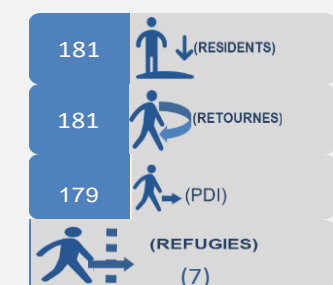
## Tendances par territoire



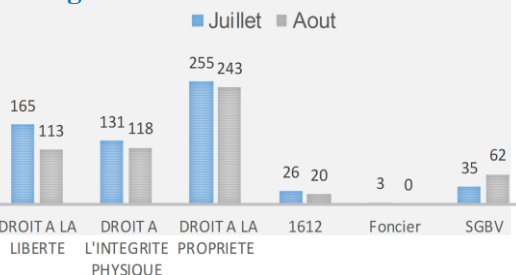
## Tranche d'âge et sexe des victimes



## Statuts des victimes



## Catégorie des violations



## RESUME

La situation sécuritaire et de protection au Sud-Kivu a été marquée par l'activisme des groupes armés, et des conflits intercommunautaires. Cela s'est traduit par les incursions dans les villages et les affrontements entre groupes armés. L'intervention des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans le cadre des opérations de traques des groupes armés dans les différentes entités n'est pas passée inaperçue.

Ce mois on note une légère diminution de violations collectées, passant de 615 cas à 556 cas. Soit une diminution de 8%. Malgré cette légère baisse, on note la persistance des activités des groupes armés et des affrontements entre eux ou contre les FARDC avec impact négatif sur la situation de protection. Des mouvements de population et autres violations des droits humains ont été enregistrés consécutivement à ce contexte. En plus, la faible présence ou l'absence des forces de sécurité, les conflits autour des intérêts communautaires et le pouvoir politique et la gestion dans les carrés et sites miniers sont autant des facteurs favorisant l'activisme des hommes armés. La diminution importante des violations depuis le mois de Juin est liée à l'implémentation du nouveau système SAR. Ce système n'enregistre qu'une seule violation par incident.

**Uvira :** Les Hauts Plateaux et Moyens Plateaux de Kigoma et Rungu en chefferie de Bafuliru demeurent instable. Cette situation résulte d'une part des opérations de traques des groupes armés lancées par les FARDC et d'autre part des activités intenses des groupes armés locaux (**Mai Mai et milices Gumino/Twigwaneho**) avec leurs groupes alliés étrangers (**Red Tabara et Ex FNL**). Ces acteurs commettent les enlèvements des civils, les pillages des bétails ainsi que les coupures de route contre les voyageurs civils.

**Kalehe :** On observe une légère amélioration de la situation sécuritaire après les affrontements des opérations de traques des groupes armés en mois de Juin. Cette accalmie est renforcée par la présence des FARDC qui a un effet dissuasif aux membres des groupes armés. Paradoxalement, l'on observe une hausse des violations des droits humains comparativement au mois de juillet. Les FARDC, loin de sécuriser les civils et leurs biens se sont rendus auteurs potentiels par des actes d'extorsion des biens et d'arrestations arbitraires.

**Walungu :** On note une accalmie sur la majeure partie de Walungu sauf le groupement de Mulamba, qui demeure sous l'emprise des groupes armés. Plusieurs violations des droits humains leurs sont attribuées, notamment la collecte forcée des vivres, les enlèvements et le viol. Un leader d'un groupe armé qui était actif dans le groupement de Mulamba - notamment sur les axes Lubimbe-Kibanda Mangobo - a fait sa reddition auprès de la Monusco depuis le 20 août. La reddition de ce chef de guerre pourrait influencer positivement la situation dans la région.

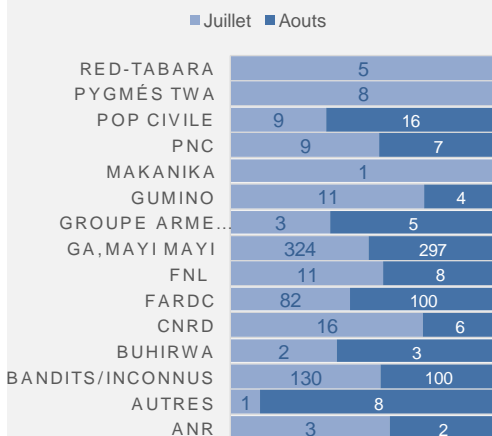
**Shabunda :** L'environnement sécuritaire a été marqué par des activités criminelles des groupes armés dans les groupements de Bamuguba Sud, Baliga et Ikama Kasanza et par les opérations de traque des groupes armés par les FARDC. Ces tensions se sont traduites par les affrontements entre les FARDC et groupes armés mais aussi par les attaques des groupes armés sur les sites miniers. Au plan de protection, l'on a enregistré les cas de pillages, extorsions des biens, le viol, et l'utilisation et le recrutement des enfants dans les forces et groupes armés.

**Territoire de Fizi :** Comme le mois de juillet, les éléments armés de connotation Twa ont transposé leurs activités criminelles du Maniema vers la province du Sud-Kivu dans le territoire de Fizi. Les axes les plus touchés sont entre autres, Kimbi-Lulenge. Plusieurs violations des droits humains leurs sont attribuées au cours des embuscades et incursions qu'ils mènent dans la région. Par ailleurs, une accalmie sécuritaire dû à l'augmentation des effectifs des FARDC a été observé ce mois sur la littorale de Mutambala et Tanganyika.

**Territoire de Kabambare :** On note une activité accrue des groupes armés Faux jours et Sheikh Hassan dirigé par Kabala dans les Groupements Baganahiri et Kagulu en Secteur de Bangubangu. Plusieurs abus des droits humains leurs sont attribuées, entre autres les coups et blessures, arrestations arbitraires pour des rançons. Les habitants des groupements précitées sont accusés par les groupes armés de complice à l'assassinat du médecin chef de Zone en date du 29 juillet. Les combattants Twa se sont illustrés par des braquages dans le Secteur de Babuyu, dans la zone de Santé de Kabambare, particulièrement contre les usagers de la route nationale numéro cinq (RN5).

**Mwenga :** Une légère accalmie s'est observée dans le secteur d'Itombwe grâce aux opérations de traque des groupes armés et le retour des unités FARDC dans certains villages. Malgré cette présence dissuasive, des sources locales confirment l'activisme des factions Mai Mai et Raiya Mutomboki dans le secteur d'Itombwe et dans la chefferie de Lwindi, plus spécifiquement dans le groupement de Kigoma.

## Présumés auteurs



## ORIENTATIONS

Les données désagrégées par zones de santé, auteurs présumés et tranches d'âges sont disponibles en annexe

## Protection des Enfants

TERRITOIRE	Violences sexuelles faites aux enfants	Recrutement et utilisation des enfants	Meurtres/Massacres et Mutilations d'enfants	Attaques contre des écoles et des hôpitaux	Enlèvement d'enfants	Refus d'accorder un accès à l'aide humanitaire	TG
Kalehe	1	2	0	0	0	0	3
Mwenga	0	1	0	1	0	0	2
Shabunda	0	11	0	0	0	0	11
Uvira	1	0	0	0	0	0	1
Walungu	0	3	0	0	0	0	3
TG	2	17	0	1	0	0	20

## Protection de l'enfance

**20 violations**, soit 5% du total ont affecté les enfants. Ces violations ont touché principalement les enfants (filles et garçons) de la tranche d'âge entre 12 et 17 ans. **20 cas** en lien avec les violations graves commises sur les enfants en situation de conflits armés ont été documentés.

Pour ce mois, le recrutement et utilisation des enfants a été la violation la plus importante avec un total de 17 cas. Tout comme la majorité des violations enregistrées ce mois, la plupart des violations ayant touché les enfants ont été commises lors des affrontements intercommunautaires, des incursions et braquages dans des villages mais aussi lors des opérations de traque des FARDC contre les groupes armés.

Les groupes armés seraient auteurs de 80% des cas. Quelques 20% des cas ont été attribués aux éléments FARDC. Selon les motivations, les groupes armés recourent au service des enfants dans l'unique but de renforcer leurs effectifs tandis que les FARDC le font juste pour question de transport des bagages et autres effets militaires d'une zone à une autre.

## Violences sexuelles et basées sur le genre

**Quelques 62 cas de VBG** ont été documentés au cours de ce mois d'Aout 2021. On dénombre **33 cas de viol**, 15 cas d'agressions physiques, 4 cas d'agressions sexuelle, 9 cas de mariage forcé et 1 cas de dénis de ressources.

S'agissant des auteurs, les cas de violence basée sur le genre ont été commis en majorité par les Mai Mai (41 cas), la population civile (9 cas), les bandits (12 cas). Les survivantes sont majoritairement les résidentes suivis des retournés puis les déplacés internes.

Tous les territoires couverts ont été touchés par des cas de viol à l'exception de Kabambare et Kalehe. Les trois territoires le plus affectés sont Uvira (15 cas) suivi de Shabunda (6 cas) et Fizi (5 cas). Ces viols surviennent la plupart du temps sur les chemins menant vers les champs, lors des incursions dans les villages ou des embuscades menées par les groupes ou hommes armés.

Les femmes deviennent de plus en plus la cible potentielle des groupes armés. Tel est le cas dans les territoires de d'Uvira, Shabunda et Fizi. Un cas illustratif est le viol collectif noté sur le Territoire de Shabunda. 4 femmes ont été abusées sexuellement par un groupe armé lors d'une incursion dans le carré minier de Myabi en groupement d'Ikama Kasanza le 17 Aout. Les 4 femmes ont bénéficié des kit pep au centre hospitalier de Kitindi. Les autres cas enregistrés dans d'autres territoires sont ceux où les survivantes ont été abusées individuellement dans les territoires de Fizi et Uvira.

Quelques 10 survivantes ont reçu les Kits PEP. Beaucoup de survivantes ne se rendent pas au sein des structures de prise en charge. Les raisons restent la crainte de stigmatisation dans la communauté et la rupture des Kit Pep dans les structures sanitaires, surtout dans les Moyens et Haut Plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga. Par ailleurs, aucun auteur n'a fait objet de poursuite encore moins appréhendé car certains ne sont pas connus, d'autres se sont volatilisés dans la nature. Le suivi de la prise en charge holistique doit rester le sujet des discussions au sein des mécanismes de coordination humanitaire.

## Cohabitation pacifique

On note une baisse de tensions entre communautés en conflit et la reprise de la confiance entre les membres de la communauté Banyamulenge et les FARDC dans les Hauts Plateaux d'Uvira, de Fizi et de Mwenga. Les Banyamulenge, Fuliro, Nyindu Bembe, Vira et Bashi vivent ensemble uniquement dans les grands centres. Néanmoins l'absence des forces de sécurité dans les villages éloignés, entre autres la partie Sud de la ZS Minembwe vers Lulenge (Fizi), les localités de Masango, Maheta (Uvira), Lwemba, Kipupu (Mwenga), et contrôle des groupes armés dans ces zones constituent une restriction d'accès des communautés en conflit. Par exemple, les localités sous contrôle des groupes Mai Mai ne sont pas accessibles aux membres de la communauté Banyamulenge et les autres communautés n'ont pas accès dans les localités sous contrôle des miliciens Gumino/Twigwaneho. Une zone tampon créé par les forces de sécurité serait une solution.

Notons une reprise de confiance entre les membres de la communauté Banyamulenge avec les FARDC dans la zone de Santé de Minembwe, suite aux actions concrètes initiées par le commandant FARDC en place comme des patrouilles mixtes FARDC-PNC, des sanctions contre les militaires indisciplinés et la tenue régulière des conseils de sécurité élargie incluant la participation des jeunes de toutes les communautés. Un manque de confiance est observé de la part de la population de Kawela contre les FARDC du fait de la récolte et le vente des produits de leurs champs par les militaires.

Les vols à répétition des vaches par les présumés éléments Mai Mai de toutes factions confondues menace à nouveau la cohésion sociale intercommunautaire dans les hauts plateaux de Uvira, Fizi et Mwenga.

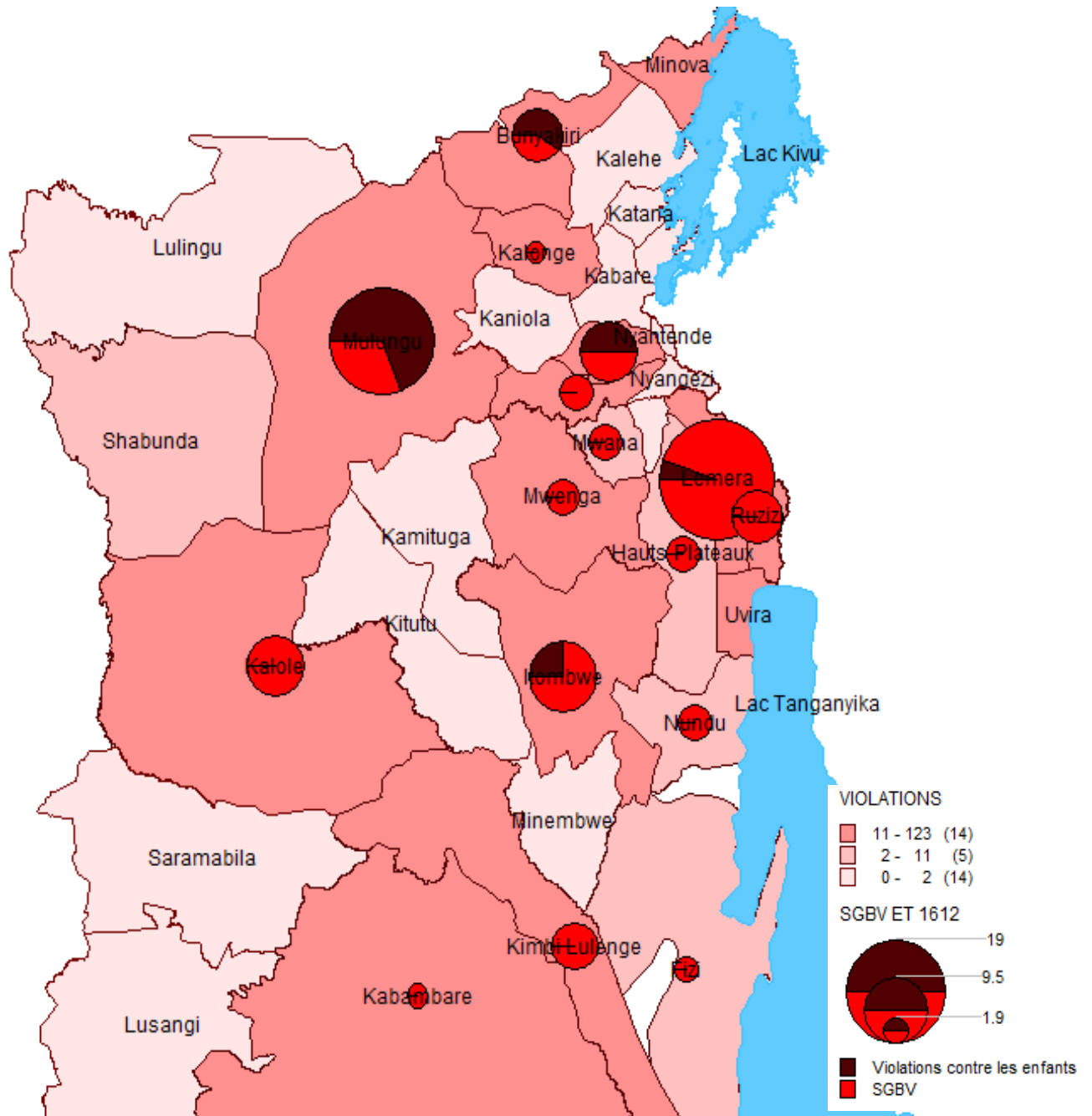
## Violences sexuelles et sexiste (SGBV)

TERRITOIRE	Viol	Agression sexuelle	Agression physique(SGBV)	Mariage forcé	Déni des ressources, services et opportunités	Violences psychologiques	TG
Fizi	5	1	1	0	0	0	7
Kabambare	0	0	0	1	0	0	1
Kalehe	0	0	3	0	0	0	3
Mwenga	4	4	0	1	1	0	10
Shabunda	6	1	0	4	0	0	11
Uvira	16	9	0	0	0	0	25
Walungu	2	0	0	3	0	0	5
Total général	33	15	4	9	1	0	62

## Réponses

VIOLATIONS	Médicale	KitPep	Juridique	TG
Extorsion des biens			22	22
Incendie	1			1
Agression physique (SGBV)	1			1
Mariage forcé	1			1
Viol		10		10
Coups et blessures	5			5
Total général	8	10	22	40

Carte de violations par zone de sante



## Analyse contextuelle, défis et perspectives par territoire

Territoire	Contextes et défis	Perspectives
<p><b>Uvira : 88 violations</b></p>	<p>Les opérations militaires lancées par les FARDC contre les groupes armés dans les Hauts et Moyens Plateaux de Lemera et dans la Plaine de Ruzizi ont eu un impact positif sur la situation de protection dans la contrée. On note une diminution des cas passant de 128 violations à 88 cas au mois d'Aout 2021.</p> <p>Par ailleurs, depuis avril 2021, on note l'intensification des affrontements entre la coalition de différentes factions armées. Une activité intense des groupes armés est signalée dans les Moyens et Hauts Plateaux de Kigoma et Rungu dans la chefferie de Bafuliru. Profitant de la faible couverture sécuritaire dans les zones précitées, les membres des groupes armés y font des incursions et tendent des embuscades contre les civils dans le but de se procurer de moyens de survie. Plusieurs violations leurs sont attribuées. Pour illustrer, les présumés éléments Maï Maï Buhirwa ont fait incursion à Contonco dans la localité de Nyamutiri en groupement de Lemra. L'incident s'est produit le 2 aout entraînant l'enlèvement de deux civils. Les victimes ne recouvriront leurs libertés que le mercredi 4 août après avoir été tabassées et soumises au paiement d'une rançon.</p> <p>Plusieurs sources confirment une montée en flèche des violences entre les groupes armés détériorant ainsi la sécurité des civils. Cette insécurité empêche le retour de plus de 5.000 déplacés majoritairement Banyamulenge ayant fui les hostilités en avril dernier. En plus, la situation rend difficile la libre circulation ainsi que l'accès aux champs et certains marchés dans la zone. Le 28 août 2021 à Mugono, proche de Kahololo, un éleveur de la communauté Banyamulenge a été tue et une cinquantaine des vaches emportés lors des entre les Maï Maï et Twigwaneho.</p> <p>Des autres attaques dirigées par des Mai Mai ont été signalés le 31 aout aux villages Rwikubo et Birindiro habités majoritairement par les Banyamulenges. Une centaine des personnes s'est fui vers le camp de la MONUSCO avec leurs bétails. Des maisons auraient été incendiées dans ces villages. En représailles, les miliciens Gumino et Twigwaneo d'obédience Banyamulenge ont lancé une offensive contre les positions des Maï Maï Bishambuke à Kageregere<sup>1</sup> la matinée du 31 aout. Consécutivement à ces affrontements, 30 ménages ont été contraint de se déplacer de la zone de combat en destination de Kahololo dans le Groupement de Kigoma.</p>	<p>Mener un plaidoyer auprès des acteurs intervenants dans le volet cohabitation pacifique pour la prévention et la gestion des conflits intercommunautaire dans le groupement de Kigoma en territoire d'Uvira dans le territoire d'Uvira</p> <p>Plaidoyer auprès du sous-secteur FARDC/d'Uvira afin de renforcer la sécurité des civils dans les Hauts et Moyens Plateaux de Lemera, Kigoma et Rungu (<b>Cluster Protection</b>).</p>
<p><b>Kalehe : 66 Violations</b></p>	<p>La situation de protection s'est légèrement améliorée suite aux opérations de traques des groupes armés initiées par les FARDC dans les Hauts Plateaux de Kalehe, bastion de plusieurs groupes armés. Malgré cette accalmie, on note une hausse des violations suite à la forte présence militaire dans la région. Ces militaires, par manque d'encadrement adéquat, se tournent contre les civils et leurs extorquent les biens ou commettent des arrestations arbitraires pour obtenir les rançons.</p> <p>La présence militaire a permis le retour d'environ 421 ménages des villages de Tushunguti et Mianda en destination de leurs villages d'origine de Lulere et Chlobeya. Les risques et menaces de protection perdurent dans la région étant donné que les groupes armés ont pris fuite dans la brousse non loin des villages de retour. Il suffirait que les FARDC dégarnissent certaines localités pour qu'à nouveau les groupes armés reprennent leurs activités criminelles dans la zone.</p> <p>Les cas de justice populaire et représailles ciblant les deux communautés shi et tembo s'accroissent dans le groupement de Kalonge. Les deux communautés s'accuseraient mutuellement d'entretenir des sorcières qui agissent contre l'autre communauté. Par exemple, une femme de la communauté tembo accusée de sorcière a été brûlée vive en date du 15 août par la population de Cifunzi. En riposte à cette situation, un leader d'un groupe armé tembo a tenu pour responsable du crime les membres de la communauté shi. En représailles, trois femmes de la communauté Shi ont été enlevées par les Mai Mai et amenées dans la brousse. Deux de victimes ont été libérées moyennant paiement de rançon et une autre demeure en captivité par manque d'argent. Ce conflit risque de dégénérer et nécessite un regard des autorités locaux et provinciaux pour prévenir la violence.</p>	<p>Envisager la mise en place des mesures préventives pour la protection des populations civiles pendant cette période des opérations militaires.</p> <p>Mettre en place des activités communautaires afin de prévenir le conflit intercommunautaire dans le groupement Kalonge particulièrement entre les Tembo et les Shi.</p>
<p><b>Walungu :69 Violations</b></p>	<p>La situation sécuritaire et de protection reste préoccupante dans certaines zones du territoire de Walungu.<sup>2</sup> La criminalité a refait surface dans le groupement de Burhale se manifestant par les attaques contre les structures sanitaires. Les centres de santé de Kakoma et d'Izirangambo dans le groupement de Burhale ont été attaqué le 10 et 13 août. La situation de Kakoma est attribuée aux présumés éléments de la Police Nationale Congolaise (PNC) tandis que celle de d'Izirangabo est attribuée aux hommes armés non autrement identifiés. Un civil était blessé par balle, les médicaments et des autres biens de valeur des deux structures sanitaires ont été pillés, une infirmière et un malade blessés à coups de machette et deux femmes personnels soignant amenées vers une destination inconnue. Elles ont été relâchées</p>	<p>Former et sensibiliser les éléments de forces de sécurité et les membres des groupes armés sur le Droit international humanitaire et les droits humains. (<b>Cluster protection</b>)</p>

<sup>1</sup> Situé dans le Groupement de Kigoma en territoire d'Uvira

<sup>2</sup> Groupement de Mulamba et Burhale



	<p>deux heures après avoir été agressées sexuellement. Notons que ces actes ont été dénoncés auprès responsables FARDC ainsi qu'aux autorités locales administratives de Walungu centre et de Burhale. Cependant, les enquêtes n'ont jusque-là pas abouti.</p> <p>On présage une amélioration de la situation sécuritaire et de protection dans le groupement de Mulamba, suite à la reddition du leader du groupe armé Mabala auprès de la MONUSCO, le 20 août. Si cette reddition serait accompagnée d'un bon encadrement des démobilisés, il peut encourager les autres factions armées à emboîter le pas. Par contre, le manque d'encadrement des démobilisés freinerait les intentions de reddition mais aussi, les motiverait à réintégrer et réactiver leurs groupes. L'on note néanmoins, une réduction des violations dans les zones jadis sous l'influence de ce leader.<sup>3</sup></p>	
<b>Shabunda : 148 violations</b>	<p>On note une détérioration de la situation sécuritaire et de protection se traduisant par les braquages et incursions des groupes armés dans les sites miniers et les villages. Comme le mois de juillet, le groupement d'Ikama Kasanza et Bamuguba étaient les plus touchés par les activités des groupes Makindu et Justin Mabala. Les cas de pillages, enlèvement, viol des femmes et jeunes filles leurs sont attribués. La faible couverture sécuritaire dans ces deux groupements est l'un des facteurs favorisant la libre circulation des groupes armés.</p> <p>Consécutivement aux mouvements intenses des groupes armés dans la région, les populations locales ont pris l'option de se déplacer des zones sous menace vers les zones plus sécurisées. Pour illustrer, le 22 août, quelques <b>187 ménages</b> ont été contraints de se déplacer du carré minier de Buzumbula en destination de la campagne après une incursion d'un groupe armé. D'Autres se seraient dirigés à Kitindi.</p> <p>Les FARDC ont été également cités comme auteurs des violations des droits humains. Les cas des travaux forcés et le pillage leurs ont été attribués, surtout lors de leurs mouvements de relève d'une zone à une autre. Après le mort d'un militaire au cours d'une bagarre avec un élément de la Police Nationale Congolaise le 26 août, des dizaines des militaires ont se sont rencontrés pour rapatrier le corps de leur collègue. A cette occasion, ces militaires ont pillé systématiquement les boutiques des civils et ont également arrêté cinq personnes qu'ils ont accusé de complicité dans le mort de leur collègue.</p>	<p>Mener un plaidoyer au niveau local auprès du commandement FARDC, pour renforcer la sécurité des personnes civiles dans le village de Katembele (<b>INTERSOS, Cluster Protection et Société civile</b>)</p> <p>Renforcer les capacités des structures locales de protection et les membres de la communauté sur les mécanismes locaux de protection (<b>Intersos, Groupe de Travail Monitoring et Cluster protection</b>)</p>
<b>Mwenga : 122 violations</b>	<p>On note une légère accalmie sécuritaire résultant des opérations de traque des groupes armés dans le secteur d'Itombwe et le retour des unités FARDC dans les zones qui n'étaient pas couvertes notamment Kipupu et ses environs. Malgré ce déploiement, des sources locales confirment le maintien et la persistance de l'activisme des factions Mai Mai et les alliances entre elles. A ce titre, des cas isolés de braquage le long des routes et dans certains villages leurs sont attribués.</p> <p>Par ailleurs, un groupe armé étranger a été très actifs dans les environs du groupement de Kigogo, occasionnant la restriction de mouvements des civils aux champs et sites miniers. Du côté, les produits agricoles sont devenus rares avec un impact sur la hausse de prix. Cette vulnérabilité diminue les capacités des populations locales de faire face aux menaces des groupes armés dans la région. Une situation similaire est observée dans le groupement de Basimukindji 2. A titre illustratif, le 15 août, deux champs de maïs appartenant à deux résidents ont été dévastés par un groupe armé dans la localité de Lubumba.</p>	<p>Renforcer les mécanismes locaux de protection des civils à Kipupu et ses environs dans le secteur d'Itombwe.</p> <p>Discuter la vulnérabilité alimentaire et de protection des populations des groupements Kigogo et Basimukindji 2 au sein des mécanismes y relatifs. (<b>INTERSOS et Cluster protection</b>)</p>
<b>Fizi : 48 violations</b>	<p>La situation de protection s'est améliorée dans le secteur de Mutambala et Tanganyika à cause du renforcement des dispositifs militaires FARDC sur des checks points. Cette présence a réduit sensiblement les mouvements et les activités des groupes armés sur la partie littorale.</p> <p>Par ailleurs, la zone de santé de Kimbi-Lulenge n'a pas connue d'amélioration au plan sécuritaire et de protection. Un groupe armé y continue ses braquages contre les usagers de la RN5. La transposition des activités de ce groupe armé de la province du Maniema vers le Sud-Kivu risque d'entraîner une riposte des groupes armés actifs dans cette zone. Telles affrontements pourraient affecter négativement la protection des civils. Pour illustrer, le 12 août, ledit groupe armé a traversé la rivière Kimbi pour se positionner entre les localités de Lubichako2 et Tulonge dans le Sud-Kivu. Ils ont dépouillé vingt-deux civils de leurs biens de valeur après les avoir flagellés.</p>	<p>Plaidoyer auprès de la hiérarchie des FARDC sous-secteur de Fizi afin de renforcer les mécanismes de protection des civils (Cluster protection)</p>

<sup>3</sup> Les axes Lubimbe et Kibandamangobo dans le groupement de Mulamba

<p><b>Kabambare : 15 violations</b></p>	<p>La situation de protection ne s'est pas améliorée à Kabambare. Deux factions armées y sont restées actifs et continuent les atteintes au droit à l'intégrité physique et à la liberté. En plus, ils conditionnent la libération de leurs victimes par le paiement des rançons. Des mouvements des populations ont également été enregistrés dans la région.</p> <p>A titre indicatif, le 4 août, les éléments du groupe Kabala ont arrêté deux personnes déplacées dans la localité de Lusangi en groupement de Kagulu. Les miliciens les auraient accusés de complicité dans le meurtre du médecin chef de Zone de Lusangi. Les deux victimes ont recouvré leurs libertés après paiement de rançon. Un cas similaire s'est produit le 15 Août dans la localité de Mazomena<sup>4</sup> où trois PDIs exerçant le petit commerce sont tombés dans un braquage tendu par un groupe armé qui les a conduits dans la brousse pour les dépouiller de toute leurs marchandises.</p> <p>La faible couverture des zones par les forces de sécurité et de défenses favoriserait la présence des groupes armés dans la région.</p>	<p>Mettre en place les structures locales de protection et renforcer ses membres sur le mécanisme de protection communautaire pour prévenir la commission des violations de droits humains et spécifiquement le viol <b>(HCR et Intersos)</b></p>
---	--	---

### Activités menées

- ✓ Mission d'évaluation rapide multisectorielle dans territoire de Kalehe du 5 au 8 Août 2021 ;
- ✓ Assistance en cash protection en faveur dix survivantes de viol dans les territoires de Shabunda, Walungu, Uvira Kabambare et Fizi.
- ✓ Formation des membres des comités de médiation et de protection communautaire (CMPC) dans les territoires de Kalehe, de Walungu et de Fizi du 9 au 14 Août 2021.
- ✓ Atelier de formation des ONGs et autorités locales sur l'analyse de conflit et le Monitoring de protection du 22 au 26 aout 2021 dans le territoire de Mwenga (Cluster protection, Ocha et Intersos).

### Recommandations

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Niveau d'urgence
<b>Monitoring de Protection</b>	<p>Plaidoyer auprès du service démobilisation et Réinsertion (UEPNDDR) pour un meilleur encadrement du processus de démobilisation et de réinsertion afin d'encourager la reddition d'autres membres du groupe Bralima ainsi que d'autres groupes armés encore actifs et décourager le retour des éléments rendus (MONUSCO et Cluster Protection).</p> <p>Plaidoyer pour l'organisation des patrouilles nocturnes dans la Plaine de Ruzizi par les militaires FARDC avec accompagnement des casques bleu de la Monusco.</p> <p>Plaidoyer auprès de la 33ème région FARDC/Bukavu pour le renforcement des dispositifs sécuritaires dans les axes non couverts par les éléments FARDC afin de mieux assurer la protection de civils et ce dans les Hauts plateaux de Fizi, dans la plaine de la Ruzizi (territoire d'Uvira) et dans le groupement Mulamba en territoire de Walungu.</p>	<b>Cluster protection, GTMP</b>	<b>Urgent</b>
<b>SGBV</b>	Plaidoyer auprès des organisations humanitaires pour approvisionner les centres de santé en intrants médicaux et en Kit PEP C.S de Kagogo, Muranzia, Masango en groupement de Bijombo, Territoire d'Uvira	<b>SC SGBV et Cluster Santé</b>	<b>Urgent</b>
<b>Protection de l'enfance</b>	<p>Sensibiliser les groupes armés sur le droit international humanitaire et l'interdiction d'utiliser les enfants dans leur rang envisager la sortie de enfants dans les arngs des groupes armés dans le territoire de Shabunda et dans les Hauts Plateaux d'Uvira, Fizi Mwenga.</p> <p>Plaidoyer auprès du gouvernement congolais afin de mettre en place des mécanismes d'encadrement des ex combattants qui se rendent aux FARDC et à la MONUSCO dans les territoires de Walungu, Shabunda et Kalehe.</p>	<b>Sous Cluster Protection de l'enfant</b>  <b>Cluster Protection</b>	<b>Urgent</b>
<b>Cohabitation pacifique</b>	<p>Multiplier les séances de sensibilisations des membres des communautés en conflit sur la cohabitation pacifique dans les Moyens et Hauts plateaux de Kalehe et Uvira</p> <p>Organisation des dialogues entre communautés en conflit pour la recherche des solutions durables aux revendications des protagonistes</p>	<b>GT Logement Terre et Propriété</b>	<b>Urgent</b>

Pour tout contact :

Charlemagne Kpakpo, Chef de bureau HCR Bukavu, [kpakpo@unhcr.org](mailto:kpakpo@unhcr.org)

<sup>4</sup> Situé dans le groupement de Kagulu

## Mouvements des populations

Statuts	Lieux de provenance	Lieux de déplacement	Motifs/Causes de déplacement	Nombre de ménages
<b>Territoire de Shabunda</b>				
<b>Personnes déplacées internes (PDIs)</b>	Carré minier de Ngoyi dans le groupement d'Ikama Kasanza	Kitindi et forêt environnante	Incursion des miliciens Raiya Mutomboki de la faction Makindu au carré minier de Ngoyi, groupement d'Ikama Kasanza en date du 08 aout 2021	93 ménages
<b>PDIs</b>	Carré minier de Miegele	Forêt environnante	Incursion du groupe Raiya Mutomboki de Justin Mabala au carré minier de Miegele dans le groupement de Baliga en date du 08 aout 2021	63 ménages
<b>PDIs</b>	Villages Kankende et Kinsembe dans le groupement de Bamuguba Sud	Campagnes environnantes	Incursion du groupe Raiya Mutomboki Makindu dans les villages Kankende et Kinsembe en date en date du 09 aout 2021	45 ménages
<b>PDIs</b>	Carré minier de Nyalugusu en groupement de Bamuguba Sud	Village Bwise	Incursion de la faction Raiya Mutomboki Kabazimya au carré minier de Nyalugusu en date du 13 aout 2021	59 ménages
<b>PDIs</b>	Village Kooze en groupement de Bamuguba Sud	Lukigi, Kimbili, Maimingi, Santama, Kabogoza et Bibugwa	Incursion du groupe Raiya Mutomboki Justin Mabala à Kooze en date du 11 aout 2021.	20 ménages
<b>Territoire de Kalehe</b>				
<b>PDIs</b>	Ufamandu dans la province du Nord-Kivu	Localité de Numbi centre, du 8 au 10 aout 2021	Affrontements entre les FARDC et la coalition Mai-mai Kirikicho et Maachano le 07/08/2021	18 ménages
<b>Personnes Retournées</b>	Tushunguti dans la localité de Kisha et à Mianda dans la localité de Bulembwe	Localités de Lulere, Kalaamo et Mutale, le 4 aout 2021	Accalmie dans la zone suite à la présence des éléments FARDC	Environ 421 ménages
<b>Territoire de de Fizi</b>				
<b>PDIs</b>	Lusuku, groupement Basilocho, Secteur de Tanganyika	Mulima et M'meta, groupement de Basimukuma Sud en Secteur de Mutambala	Crainte des représailles des habitants de Lusuku vis-à-vis des éleveurs Banyamulenge à Kalonge par les éléments mai mai Ebuela Mtetezi qui ont pris la direction de Lusuku le 24 Août 2021.	199 ménages
<b>Personne déplacée Interne</b>	Village Bibokoboko, groupement de Basimunyaka Sud, Secteur de Lulenge	Tchonwe, Nessani, Kimaka, Kayumba, Kagembe et Namaoma dans le groupement de Basombo en Secteur de Lulenge	Affrontements entre les FARDC et les Gumino/Twigwaneho du 20 au 21 Août 2021	709 ménages

## Aperçu des violations

VIOLATIONS PAR TERRITOIRE																				
	VIOLATIONS DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATIONS DU DROIT A L'INTEGRITE PHYSIQUE				VIOLATIONS DU DROIT A LA PROPRIETE			1612			SGBV		TG			
	Recrutement forcé	Enlèvement ou disparition forcée	Travaux forcés	Arrestation arbitraire / détention illégale	Homicide (meurtre)	Tortures ou traitement inhumains	Blessures ou morts dues aux	Coups et blessures	Pillage	Extorsion des biens	Déguerpissement forcé	Violences sexuelles faites aux enfants	Recrutement et utilisation des enfants	Attaques contre des écoles et des	Viol	Agression sexuelle		Agression physique(SGBV)	Mariage forcé	Deni des ressources, services
Fizi	0	1	0	1	0	0	0	5	0	34	0	0	0	0	5	1	1	0	0	48
Kabambare	0	0	0	1	0	0	0	2	5	6	0	0	0	0	0	0	0	1	0	15
Kalehe	0	0	3	8	0	1	0	17	2	27	2	1	2	0	0	0	3	0	0	66
Mwenga	0	2	32	11	1	0	0	20	3	41	0	0	1	1	4	4	0	1	1	122
Shabunda	0	2	17	11	1	13	0	31	17	34	0	0	11	0	6	1	0	4	0	148
Uvira	3	14	3	4	4	0	2	8	3	21	0	1	0	0	16	9	0	0	0	88
Walungu	0	0	0	0	0	3	0	10	0	48	0	0	3	0	2	0	0	3	0	69
<b>Total général</b>	<b>3</b>	<b>19</b>	<b>55</b>	<b>36</b>	<b>6</b>	<b>17</b>	<b>2</b>	<b>93</b>	<b>30</b>	<b>211</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>17</b>	<b>1</b>	<b>33</b>	<b>15</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>556</b>

VIOLATIONS PAR ZONE DE SANTE																				
	VIOLATIONS DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATIONS DU DROIT A L'INTEGRITE PHYSIQUE				VIOLATIONS DU DROIT A LA PROPRIETE			1612			SGBV		TG			
	Recrutement forcé	Enlèvement ou disparition forcée	Travaux forcés	Arrestation arbitraire / détention illégale	Homicide (meurtre)	Tortures ou traitement inhumains	Blessures ou morts dues aux mines/UXOs	Coups et blessures	Pillage	Extorsion des biens	Déguerpissement forcé	Violences sexuelles faites aux enfants	Recrutement et utilisation des enfants	Attaques contre des écoles et des	Viol	Agression sexuelle		Agression physique(SGBV)	Mariage forcé	Deni des ressources, services et opportunité
Bunyakiri	0	0	1	8	0	0	0	7	0	7	2	1	2	0	0	0	2	0	0	30
Fizi	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	3
Hauts-Plateaux	3	0	1	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	9
Itombwe	0	0	15	7	0	0	0	15	3	33	0	0	1	1	2	3	0	1	0	81
Kabambare	0	0	0	1	0	0	0	2	5	6	0	0	0	0	0	0	0	1	0	15
Kalole	0	0	0	4	0	1	0	3	3	5	0	0	0	0	5	1	0	0	0	22
Kalonge	0	0	0	0	0	1	0	2	2	6	0	0	0	0	0	0	1	0	0	12
Kimbi Lulenge	0	1	0	1	0	0	0	3	0	34	0	0	0	0	2	1	1	0	0	43
Lemera	0	9	2	0	1	0	0	1	2	14	0	1	0	0	9	9	0	0	0	48
Minova	0	0	2	0	0	0	0	8	0	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24
Mulungu	0	2	17	7	1	9	0	28	14	29	0	0	11	0	1	0	0	4	0	123
Mwana	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	4
Mwenga	0	2	15	4	1	0	0	5	0	8	0	0	0	0	2	0	0	0	0	37
Nundu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2
Ruzizi	0	3	0	4	1	0	2	0	1	4	0	0	0	0	5	0	0	0	0	20
Uvira	0	2	0	0	1	0	0	5	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11
Walungu	0	0	0	0	0	3	0	10	0	33	0	0	3	0	0	0	0	3	0	52
Shabunda	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Mubumbano	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15	0	0	0	0	2	0	0	0	0	17
<b>Total général</b>	<b>3</b>	<b>19</b>	<b>55</b>	<b>36</b>	<b>6</b>	<b>17</b>	<b>2</b>	<b>93</b>	<b>30</b>	<b>211</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>17</b>	<b>1</b>	<b>33</b>	<b>15</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>556</b>

VIOLATIONS PAR STATUTS DES VICTIMES																				
	VIOLATIONS DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATIONS DU DROIT A L'INTEGRITE PHYSIQUE				VIOLATIONS DU DROIT A LA PROPRIETE			1612			SGBV		TG			
	Recrutement forcé	Enlèvement ou disparition forcée	Travaux forcés	Arrestation arbitraire / détention	Homicide (meurtre)	Tortures ou traitement	Blessures ou morts dues aux	Coups et blessures	Pillage	Extorsion des biens	Déguerpissement forcé	Violences sexuelles faites aux enfants	Recrutement et utilisation des enfants	Attaques contre des écoles et des	Viol	Agression sexuelle		Agression physique(SGBV)	Mariage forcé	Deni des ressources,
IDP	3	3	17	8	0	8	0	28	6	64	0	0	2	0	5	1	1	2	0	148
IDP Retourné	0	1	21	22	1	7	0	45	5	100	2	1	12	0	16	5	1	6	1	246
Refugié	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	2
Résident	0	15	17	6	5	2	2	19	19	47	0	1	3	1	12	8	2	1	0	160
<b>Total général</b>	<b>3</b>	<b>19</b>	<b>55</b>	<b>36</b>	<b>6</b>	<b>17</b>	<b>2</b>	<b>93</b>	<b>30</b>	<b>211</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>17</b>	<b>1</b>	<b>33</b>	<b>15</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>556</b>



**VIOLATIONS PAR AUTEURS PRESUMES**

	VIOLATIONS DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATIONS DU DROIT A L'INTEGRITE PHYSIQUE				VIOLATIONS DU DROIT A LA PROPRIETE			1612			SGBV					TG	
	Recrutement forcé	Enlèvement ou disparition forcée	Travaux forcés	Arrestation arbitraire / détention illégale	Homicide (meurtre)	Tortures ou traitement inhumains	Blessures ou morts dues aux mines/UXOs	Coups et blessures	Pillage	Extorsion des biens	Déguerpissement forcé	Violences sexuelles faites aux enfants	Recrutement et utilisation des enfants	Attaques contre des écoles et des haopitaux	Viol	Agression sexuelle	Agression physique(SGBV)	Mariage forcé	Deni des ressources, services et opportunité		
ANR	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Bandits/inconnu	0	6	0	0	3	0	0	12	7	49	0	1	0	0	10	11	0	1	0	100	
Buhirwa	0	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	
CNRD	0	2	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	
FARDC	0	0	23	23	0	3	0	22	1	15	0	0	7	0	0	2	2	2	0	100	
FNL	0	0	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	8	
GA,Mayi Mayi	3	9	20	9	1	14	0	51	20	143	2	0	10	0	11	0	0	4	0	297	
Groupe arme in	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	1	0	0	0	0	0	0	0	5	
Gumino	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	4	
PNC	0	0	2	3	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	7	
Pop civile	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	2	1	2	1	16	
Autres	0	0	3	0	0	0	2	0	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	8	
<b>Total général</b>	<b>3</b>	<b>19</b>	<b>55</b>	<b>36</b>	<b>6</b>	<b>17</b>	<b>2</b>	<b>93</b>	<b>30</b>	<b>211</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>17</b>	<b>1</b>	<b>33</b>	<b>15</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>556</b>	

**Violations par tranche d'âges des victimes**

	VIOLATIONS DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATIONS DU DROIT A L'INTEGRITE PHYSIQUE				VIOLATIONS DU DROIT A LA PROPRIETE			1612			SGBV					TG
	Recrutement forcé	Enlèvement ou disparition forcée	Travaux forcés	Arrestation arbitraire / détention	Homicide (meurtre)	Tortures ou traitement	Blessures ou morts dues aux	Coups et blessures	Pillage	Extorsion des biens	Déguerpissement forcé	Violences sexuelles faites aux	Attaques contre des écoles et des	Recrutement et utilisation des	Viol	Agression sexuelle	Agression physique(SGBV)	Mariage forcé	Deni des ressources,	
0-4 ans	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
12-17 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	1	1	3	9	0	0	3	0	21
18-59 ans	0	2	2	2	1	1	0	17	8	61	0	0	0	0	20	15	3	6	1	139
5-11 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	2
60 ans et P	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
<b>Total F</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>8</b>	<b>66</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>30</b>	<b>15</b>	<b>3</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>167</b>
0-4 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
12-17 ans	3	0	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	14	2	0	0	0	0	22
18-59 ans	0	17	51	28	2	16	2	72	20	142	2	0	0	0	1	0	1	0	0	354
60 ans et P	0	0	0	6	2	0	0	1	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12
<b>Total M</b>	<b>3</b>	<b>17</b>	<b>53</b>	<b>34</b>	<b>4</b>	<b>16</b>	<b>2</b>	<b>73</b>	<b>22</b>	<b>145</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>389</b>
<b>Total général</b>	<b>3</b>	<b>19</b>	<b>55</b>	<b>36</b>	<b>6</b>	<b>17</b>	<b>2</b>	<b>93</b>	<b>30</b>	<b>211</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>17</b>	<b>33</b>	<b>15</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>556</b>

Tableaux croisés par :

1. Territoires

2. Auteurs présumés

	Fizi	Kabambare	Kalehe	Mwenga	Shabunda	Uvira	Walungu
Recrutement forcé	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%
Enlèvement ou disparition forcée	5%	0%	0%	11%	11%	74%	0%
Travaux forcés	0%	0%	5%	58%	31%	5%	0%
Arrestation arbitraire / détention illégale	3%	3%	22%	31%	31%	11%	0%
Homicide (meurtre)	0%	0%	0%	17%	17%	67%	0%
Tortures ou traitement inhumains	0%	0%	6%	0%	76%	0%	18%
Blessures ou morts dues aux mines/UXOs	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%
Coups et blessures	5%	2%	18%	22%	33%	9%	11%
Pillage	0%	17%	7%	10%	57%	10%	0%
Extorsion des biens	16%	3%	13%	19%	16%	10%	23%
Déguerpissement forcé	0%	0%	100%	0%	0%	0%	0%
Violences sexuelles faites aux enfants	0%	0%	50%	0%	0%	50%	0%
Recrutement et utilisation des enfants	0%	0%	12%	6%	65%	0%	18%
Attaques contre des écoles et des hôpitaux	0%	0%	0%	100%	0%	0%	0%
Viol	15%	0%	0%	12%	18%	48%	6%
Agression sexuelle	7%	0%	0%	27%	7%	60%	0%
Agression physique(SGBV)	25%	0%	75%	0%	0%	0%	0%
Mariage forcé	0%	11%	0%	11%	44%	0%	33%
Deni des ressources, services et opportunité	0%	0%	0%	100%	0%	0%	0%

	ANR	Bandits/mconnus	Buhirwa	CNRD	FARDC	FNL	GA.Mayi Mayi	Groupe arme inconnu	Gumino	PNC	Pop civile	Autres
Recrutement forcé	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%	0%	0%	0%
disparition forcée	0%	32%	11%	11%	0%	0%	47%	0%	0%	0%	0%	0%
Travaux forcés	0%	0%	0%	0%	42%	13%	36%	0%	0%	4%	0%	5%
détention illégale	3%	0%	0%	0%	64%	0%	25%	0%	0%	8%	0%	0%
Homicide (meurtre)	0%	50%	17%	0%	0%	0%	17%	0%	0%	0%	17%	0%
inhumains	0%	0%	0%	0%	18%	0%	82%	0%	0%	0%	0%	0%
aux mines/UXOs	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Coups et blessures	1%	13%	0%	4%	24%	0%	55%	0%	2%	1%	0%	0%
Pillage	0%	23%	0%	0%	3%	0%	67%	0%	0%	0%	0%	7%
Extorsion des biens	0%	23%	0%	0%	7%	0%	68%	2%	0%	0%	0%	0%
Déguerpissement forcé	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%	0%	0%	0%
faites aux enfants	0%	50%	0%	0%	0%	0%	50%	0%	0%	0%	0%	0%
des enfants	0%	0%	0%	0%	41%	0%	59%	0%	0%	0%	0%	0%
écoles et des hôpitaux	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Viol	0%	30%	0%	0%	0%	0%	33%	0%	6%	0%	27%	3%
Agression sexuelle	0%	73%	0%	0%	13%	0%	0%	0%	0%	0%	13%	0%
physique(SGBV)	0%	0%	0%	0%	50%	0%	0%	0%	0%	25%	25%	0%
Mariage forcé	0%	11%	0%	0%	22%	0%	44%	0%	0%	0%	22%	0%
services et opportunité	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%

Les matrices ci-dessous doivent être lues verticalement.

Ex. Les FARDC sont présumés auteurs de 54% d'incidents d'arrestations arbitraires.